

Il n'y a pas eu, que je sache, "suspension des travaux" par le Gouvernement ni par aucun de ses membres. La seule communication est une lettre adressée au premier ministre par le maire de Montréal, laquelle a été reproduite dans les journaux du pays; nous sommes à en préparer une copie à l'intention de mon très honorable ami.

Le programme de la conférence impériale et de la conférence économique de l'empire, et un exposé des questions que le gouvernement canadien compte mettre de l'avant.

Mon très honorable ami sait que les communications échangées par câble sont libellées "secrètes", et que je n'ai pas l'autorisation d'en faire part à la Chambre. Toutefois, je puis dire ceci: Nul changement n'a été proposé au programme depuis la dernière communication expédiée par mon très honorable ami lui-même. Cette réponse me paraît suffisante.

Toute correspondance, s'il y en a, relative au poste de haut commissaire du Canada à Londres, et à ce propos toute nomination faite ou annulée.

L'honorable Vincent Massey, nommé à ce poste, a démissionné. La correspondance est déposée sur le bureau de la Chambre.

Correspondance échangée, directement ou indirectement, par ou avec les ministres de la couronne et les membres des gouvernements provinciaux, ou la coopérative des blés, ou des particuliers, concernant toute aide financière pour l'écoulement de la récolte de 1930.

Jusqu'ici je n'ai pu découvrir aucune correspondance à ce sujet.

Nous voudrions savoir aussi s'il a été fait des nominations aux tribunaux des pensions. S'il y a eu des nominations, nous en voudrions une liste.

J'apprends qu'avant la démission du Gouvernement précédent, et après la session des Chambres, il a été échangé certaines communications avec le chef de la légion, mais que le Gouvernement démissionnaire n'a pas fait de nominations, puisque la loi ne devait entrer en vigueur qu'après le 1er septembre. Nous n'avons pas fait de nominations; mais nous étudions cette question.

Reste la question suivante:

De plus une liste de toutes les nominations ou révocations faites depuis que le Gouvernement actuel est entré en fonction.

Un MEMBRE: Les adjudications d'entreprises.

L'hon. M. BENNETT: La question est ainsi conçue:

De plus, une liste de toutes les nominations et révocations faites depuis que le Gouvernement actuel est entré en fonction.

Il y eut certains changements relativement aux commissions des ports; on a reçu certain-

es démissions et les vacances ont été remplies. Dans un cas un arrêté du conseil fut adopté pour remercier de ses services une commission alors en fonction conformément à la loi, mais je n'ai pas une liste complète. Je m'enquiers auprès des divers services pour savoir s'il s'est produit d'autres changements.

Nous voudrions de plus avoir une liste de toutes les entreprises adjudgées ou retirées, depuis que le Gouvernement actuel est entré en fonction.

Dans chaque service on est à faire une vérification. On me dit que toute entreprise qui a été adjudgée l'a été conformément à l'usage reçu dans l'administration des affaires du pays. On me dit aussi que certains contrats ont été annulés peut-être deux ou trois. Je verrai à faire vérifier les faits, puis je déposerai cette liste, en en fournissant des copies à mon très honorable ami.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (leader de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je constate que mon honorable ami en traitant de notre demande de renseignements quant à l'aide accordée au chômage, a dit qu'il y avait eu un certain nombre de correspondances venant de municipalités et de particuliers, mais il n'a nullement parlé qu'il en était venu des gouvernements. Pourrait-il me dire si quelque gouvernement provincial a écrit à ce sujet et s'il existe une telle correspondance, pourrions-nous en avoir des copies le plus tôt possible.

L'hon. M. BENNETT: Si ma mémoire est fidèle, je crois que le ministre du Travail a fait savoir à plusieurs provinces qu'un organisme créé par arrêté du conseil allait se réunir pour étudier la question du chômage, et qu'un gouvernement provincial, sinon trois, a envoyé des représentants à cette conférence. Je m'en rapporte ici à mon souvenir; je consulterai d'ailleurs la correspondance que je n'ai pas présentement sous la main.

NOMINATIONS AU TRIBUNAL DES PENSIONS

A l'appel de l'ordre du jour:

L'hon. J. L. RALSTON (Shelburne-Yarmouth): Je remarque que le premier ministre déclare qu'on n'a fait aucune nomination au tribunal des pensions. J'imagine qu'il en est aussi de même pour le tribunal d'appel des pensions?

L'hon. M. BENNETT: Oui.

L'hon. M. RALSTON: Je prierais le ministre des Pensions et de la Santé nationale de me dire si pour faire suite à l'attitude impartiale du comité qui a suggéré la création de ces tribunaux de pensions et du tribunal d'appel des pensions, le Gouvernement songe